

Les défis de l'éducation et de la connaissance

S'il est crucial de rétablir le rôle de l'école comme creuset républicain dans les quartiers ghettoïsés, il faut du même mouvement restaurer les études sur le monde musulman contemporain, prises en otage par l'idéologie “postcoloniale” soutient Gilles Kepel*.

Aux Mureaux, Emmanuel Macron a prononcé le premier discours d'un président de la République française qui analyse avec lucidité le problème du séparatisme islamiste dans notre pays, et qui propose un certain nombre de solutions pour contrer les menaces que celui-ci fait peser sur notre société. Son propos, soigneusement articulé — et c'est également une première pour un homme politique — avec l'état de la connaissance universitaire la plus exigeante sur la question, évite les deux écueils de la stigmatisation d'une religion comme telle et de la complaisance par omission. Il nomme le phénomène — et on sait que l'expression même de “séparatisme islamiste” a été longuement débattue —, qu'il définit comme un mal social, il en identifie les symptômes mais il en recherche aussi les causes afin d'en mettre en œuvre la thérapie.

Le choix du lieu, Les Mureaux, est lesté d'une lourde signification : c'est dans ses environs, à Magnanville, le 13 juin 2016, qu'un policier de son commissariat ainsi que l'épouse de celui-ci ont été assassinés à leur domicile par

un repris de justice djihadiste tout juste libéré par une justice qui n'avait pas pris la mesure du danger, et qui a appelé sur Facebook, dans la foulée, au meurtre de journalistes et d'universitaires — avant d'être abattu. Cet attentat symbolise

**L'IDÉOLOGIE
“POSTCOLONIALE”,
QUI VISE
À OCCULTER
LES FAITS SOCIAUX
AU LIEU DE
LES ANALYSER,
MONOPOLISE LES
FINANCEMENTS,
DOMINE
LE RECRUTEMENT
DES ENSEIGNANTS,
DES CHERCHEURS
ET DES ÉTUDIANTS.**

l'aboutissement typique du projet du séparatisme islamiste, au moment où le procès des assassins de *Charlie Hebdo*, de l'Hyper Cacher et de la policière Clarissa Jean-Philippe en janvier 2015 se déroule, et où un migrant clandestin pakistanais, s'étant fait passer pour un mineur, a tenté de tuer deux employés d'une société de production, rue Nicolas-Appert, devant les anciens locaux de l'hebdomadaire. Autant qu'on le sache à ce stade de l'enquête, celui-ci aurait voulu mettre en œuvre les incitations à la décapitation pour blasphème des dessinateurs portées par des foules de manifestants dans son pays d'origine — et vues par lui sur les réseaux sociaux. L'enchaînement de ces faits en lui-même, la persistance des logiques de l'islamisme djihadiste dans lesquelles il se situe, vient justifier le dispositif global que décrit le discours présidentiel. →

8 octobre 2020 — VALEURS ACTUELLES — 13

Si l'arsenal juridique, les mesures administratives annoncées entrent dans le domaine régalién, il est une dimension plus complexe à mettre à exécution : l'éducation et la connaissance. S'il est crucial de rétablir le rôle de l'école comme creuset républicain dans les quartiers ghettoïsés — ce qui suppose également une politique sociale pour résorber la ségrégation par l'habitat —, il faut du même mouvement restaurer les études sur le monde musulman contemporain, prises en otage par

une idéologie “postcoloniale” qui vise à occulter les faits sociaux au lieu de les analyser, et qui aujourd'hui monopolise les financements, domine le recrutement des enseignants, des chercheurs et des étudiants. Ce combat au cœur de l'université est aussi un enjeu majeur — espérons que la volonté exprimée par le président de la République aux Mureaux sera suivie d'effets... ●

* Gilles Kepel est politologue, spécialiste de l'islam et du monde arabe.